

Initiatives ministérielles

J'approfondirai la question dans une minute ou deux, car j'y vois l'explication de la débandade actuelle. Cette attitude explique pourquoi les Canadiens ne savent plus quelles sont les valeurs de leur pays. Le gouvernement fédéral cherche partout, dans tous les coins, de quoi se débarrasser, par la déréglementation, le transfert aux provinces, la fermeture, la cession aux Américains. Il est décidé à se retirer de toutes ses entreprises d'une façon ou d'une autre.

Les Canadiens s'en rendent compte. Dans divers coins du pays, les gens commencent à accorder à leur région beaucoup plus d'importance et de valeur qu'au gouvernement national. Jusqu'à un certain point, les gouvernements régionaux ont de l'importance, les questions et les valeurs régionales leur signification. Mais le gouvernement fédéral a pour attitude de se défaire de tout et de se retirer de tout en se fondant sur une idéologie qui, poussée à l'extrême, coûtera cher au pays.

Je suis content que le ministre chargé de la Privatisation soit ici, car souvent les ministres ne sont pas présents quand leurs projets de loi sont débattus à la Chambre. Je le remercie d'être venu suivre le débat. J'aimerais qu'il reconsidère la tendance de son gouvernement à généraliser la cession de ses entreprises.

Je lui rappelle que l'enseignement universitaire, par exemple, pourrait se décrire comme une question de compétence provinciale. On pourrait considérer la recherche et le développement comme un secteur dont le gouvernement fédéral devrait se retirer parce que d'autres ordres de gouvernement, d'après l'AANB, peuvent se prétendre davantage autorisés à s'en occuper. L'assurance-maladie est un autre exemple de programme qui n'aurait jamais été mis en oeuvre si un gouvernement conservateur partageant l'idéologie du gouvernement actuel avait été au pouvoir à l'époque. «Pourquoi devrions-nous nous en occuper, dirait-il, alors que les gouvernements provinciaux s'en chargent déjà?»

M. McDermid: Qui a introduit l'assurance-hospitalisation?

M. Kaplan: Je veux donner un dernier exemple, celui d'un organisme que je connais très bien, la Gendarmerie royale du Canada. Il s'agit d'une institution nationale qui n'était pas prévue dans l'AANB. Le maintien de l'ordre ne figure pas dans la liste des pouvoirs fédéraux, et étant donné l'attitude du gouvernement actuel qui veut se

retirer de tous les secteurs et se débarrasser de toutes les sociétés d'État, je crains que nous ne voyions un jour une institution comme la Gendarmerie royale du Canada privatisée et livrée. . .

M. McDermid: Qui a essayé d'en supprimer le caractère «royal»? Pierre Trudeau.

M. Kaplan: Il n'existe aucune preuve de ça. Nous cesserions d'exister.

Il nous faut un gouvernement qui reconnaisse que si l'on veut que notre pays reste uni, il faudra qu'il le reste par la volonté des gens, grâce aux gens qui voudront faire certaines choses ensemble, en élaborant un programme commun, en élaborant des valeurs communes, et si ce programme et ces valeurs ne consistent qu'à découper les sociétés d'État, à les vendre, à les livrer aux Américains ou aux provinces ou au secteur privé, à déréglementer, si c'est cela le programme, notre pays va disparaître. Je voudrais prévenir le gouvernement qu'il se dirige dans cette voie. Je parle à ce moment-ci de la Harbourfront Corporation, qui n'est qu'un petit exemple, mais cette dissolution fait partie d'une tendance qui est très inquiétante, une tendance dont la concrétisation risque de conduire à l'éclatement de notre pays.

• (1820)

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Privatisation et affaires réglementaires)): Monsieur le Président, je voudrais répondre, car des accusations ont été faites à la Chambre, vendredi dernier et encore aujourd'hui, sur ce qui se passe à la Harbourfront Corporation, à Toronto.

Je veux qu'il soit très clair que, au début des années 70, lorsque le gouvernement fédéral a décidé de nettoyer la zone riveraine de Toronto, il s'était engagé à ce moment-là à la retourner ensuite aux habitants de Toronto. C'est l'engagement qu'il avait pris à ce moment-là.

La commission Crombie a déposé un très bon rapport, qui a été bien accueilli par la ville et les habitants de Toronto. M. Crombie effectue également un examen beaucoup plus vaste de la zone riveraine au nom du gouvernement de l'Ontario.

Les affirmations qu'ont faites les députés du Parti libéral au sujet de la Harbourfront Corporation sont fausses. Cette société offre d'excellents programmes à la ville de Toronto et continuera en ce sens. Les parcs seront retournés à Toronto, engagement qui n'a pas été